



MIGRER N'EST PAS UN CRIME !

Depuis toujours, la guerre et la misère ont mis les peuples sur la route et les bateaux. En 2016, ce sont plus de 3800 personnes qui sont mortes dans la Méditerranée en tentant de rejoindre l'Europe. A cela s'ajoutent toutes celles trouvant dans ce périple la mort dans le désert comme dans le froid, ou encore celles violentées, emprisonnées, torturées. Ces gens prennent la terrible décision de quitter leur famille, leurs proches et leur terre en risquant leur vie. Face à cette

réalité, qui peut croire que les gens migrent « pour le plaisir » ?

A quelques dizaines d'années ou quelques kilomètres près, nous aurions tou-te-s pu être dans leur situation. Face à ce drame humain, la nécessité de mettre en place des actions solidaires est évidente et nécessaire.

Pourtant, l'Etat « providence » ne semble pas être partisan de cette logique. Au contraire, face aux grands maux de ces populations meurtries, on crie les beaux mots de « liberté », « égalité » et « fraternité » bafoués aussitôt. Car concrètement, y a-t-il de réelles actions politiques menées par l'Etat pour protéger les plus faibles ? Il semblerait que non.

Pire encore, au-delà de ce que l'on pourrait qualifier de « non-assistance à personne en danger », l'Etat met en place la répression envers ces personnes, ajoutant de la violence à la violence.

Est-il utile de préciser que les moyens mis dans l'application de cette politique répressive pourraient largement couvrir les dépenses qu'engendrerait un accueil digne de ces personnes ?

Face à ces gens en souffrance, des personnes s'organisent à Besançon pour agir pour et avec les migrant-e-s et les réfugié-e-s : squat, accueil chez l'habitant-e, SolMiRé, Welcome, Resto Trottoir, distribution de vêtements, soutien pour comprendre les procédures administratives, échanges et partages de moments conviviaux....

Au lieu de soutenir ces initiatives qui suppléent leur carence, les pouvoirs publics les mettent sous pression voire les criminalisent (condamnation de soutiens à Calais et dans la Roya, perquisition et pression policière à Besançon...)

L'Etat se veut « fort » et capable de défendre son identité. Mais l'accueil de migrants a toujours fait partie de l'identité de la France, et nombreux sont les exemples où l'accueil de populations en difficulté résonnait comme une action positive, tels les Espagnols en 36, tou-te-s les déplacé-e-s de la seconde guerre, des boat people indochinois...

A une échelle plus locale, rappelons le slogan franc-comtois : «Où flotte le drapeau comtois, qui que tu sois tu es chez toi » !

Nous exigeons donc :

- l'arrêt de la criminalisation de la solidarité !
- des papiers pour tou-te-s ou pas de papiers du tout !
- des conditions de vie émancipatrices pour tou-te-s !
- la totale libre circulation des hommes et des femmes (et moins des marchandises) !
- l'interdiction de toutes les expulsions !
- des cours de français gratuits dans les écoles, universités, ouverts à tous !

Nous appelons à soutenir tous les actes de solidarité envers les migrant-e-s et les réfugié-e-s

Le squat Denfert

NOUS VOIR, NOUS AIDER OU NOUS CONTACTER ?

ASILE DENFERT
6 rue Denfert-Rochereau
Besançon
asile@lavache.com
www.asile-besancon.com

- SOUTIEN vous pouvez apporter: café, conserves, lessive, consommables, argent ... et faire un don sur internet: www.lepotcommun.fr/pot/a44wo8u0
- PORTES OUVERTES (pour une discussion, un café, un coup de main...)
- Jeudis 18h-21h
- Dimanches 14h-17h + FREE ZONE (Dépôt et retrait de vêtements et chaussures propres et en bon état)